Mardi 8 avril 2025 - Groupe de travail relatif au
SCHEMA DIRECTEUR DE LA POLITIQUE DE FORMATION CONTINUE DES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS – 2025-2029

Déclaration liminaire de l'intersyndicale Jeunesse et Sports UNSA, CFDT, Solidaires, FSU, CGT

Formations continues jeunesse et sport : des choix politiques désastreux jusqu'en 2029

Alors que la formation continue est un élément déterminant pour assurer la qualité et la pertinence de la mise en oeuvre des politiques publiques éducatives, techniques et pédagogiques à Jeunesse et Sports, une nouvelle fois, nous constatons la situation désastreuse des formations dans ce champ ministériel.
Après un bilan qui apporte la preuve que Jeunesse et Sports a supporté des coupes importantes dans la mise en oeuvre des actions de formation programmées, **le schéma directeur 2026-2029 de la formation continue des personnels qui nous est proposé aujourd'hui consacre l'effacement des formations de notre ministère.** Le positionnement des formations Jeunesse et Sports dans l'axe 4, et une possible sous action N° 13, ne nous permettra en rien d'identifier précisément l'engagement de la DGRH sur la formation des agent.e.s du ministère Jeunesse et Sports. Ce d'autant plus que le schéma directeur ne fixe aucun objectif chiffré, aucun objectif qualitatif et quantitatif pour rendre transparent aux représentants des personnels l'engagement du ministère Jeunesse et Sports pour garantir le droit à la formation continue de ses personnels.

Pour rappel, sur le plan budgétaire, pour Jeunesse et Sports :

- Le PNF a été quasiment anéanti cette année
- La DGRH n'émet presque plus aucun bon de commande pour l'organisation d'action de formation de l'axe 3 actuel
- De trop nombreuses formations sont annulées, et dans plusieurs régions, il n'y a tout simplement plus de formations métier Jeunesse et Sports en raison de l'absence de financement dans les EAFC. A tel point que les formateurs renoncent à s'engager dans de nouvelles formations pour l'année 2026
- Les frais de déplacement et d'hébergement des personnels pour participer aux formations ne sont plus pris en charge. Des EAFC ont indiqué que les budgets n'ont pas été augmentés lors de notre intégration à la DGRH de l'EN.

La situation est de surcroit complètement asymétrique au plan quantitatif entre l'éducation nationale et jeunesse et sports : nous avons ainsi appris au GT du 1er avril, que du 1er septembre 2024 au 31 mars 2025, les personnels du 1er degré et ceux du second degré de l'éducation nationale ont pu bénéficier d'environ 100 000 journées de formation supplémentaire chacun par rapport à la même période de l'année dernière, quand en même temps, les actions de formation de notre périmètre ont été amputées des trois quart environ. Cette situation est inacceptable. Notre ministère ne peut pas être une variable d'ajustement budgétaire. Vous ne pouvez plus rester sourds à nos alertes et muets quant à nos questions et demandes légitimes que celles-ci soient formulées en CSA ministériel, en GT ou par écrit. Cette situation doit cesser. Le plan de formation national JS 2025 doit absolument être respecté, en présentiel, pour répondre aux besoins des différents corps de métiers JS.

Nous restons fermes dans notre détermination à défendre l'avenir des formations Jeunesse et Sports et des professionnels qui en dépendent. Nous demandons dans le schéma directeur 2025-2029 un volet spécifique et un budget spécifique et pérenne pour les formations Jeunesse et Sports.
Aussi sans engagement ferme de votre part sur ces deux points nous quitterons cette réunion et allons envisager les suites à donner à cette situation inacceptable
Nous le faisons en saluant nos camarades des OS représentatives du grand secteur de l'Education Nationale à qui nous souhaitons de meilleurs travaux que ceux auxquels nous sommes pour notre part habitués.